



les-crises.fr

» Fièvre guerrière, par Daniel Lazare

Les Crises

11-14 minutes

Source : Daniel Lazare, Consortium News, 19-04-2018

Il y a une fièvre qui s'empare de ce pays de temps en temps et c'est la fièvre guerrière, une affection qui cette fois semble résister à tous les remèdes connus, à commencer par celui de la raison, comme le montre Daniel Lazare.

Que se passe-t-il lorsqu'une guerre impensable rencontre un cas irrémédiable de fièvre guerrière ? Grâce au Russiagate, à des informations non fondées sur l'utilisation de gaz toxique en Syrie, et à un tas de pseudo-scandales et de pseudo-faits similaires, le monde pourrait bientôt le découvrir.

En des temps plus raisonnables, y compris pendant la Guerre froide, même dans les moments les plus chauds, les dirigeants politiques savaient qu'il ne fallait pas pousser trop loin un conflit avec une puissance nucléaire rivale. Après tout, quel était l'intérêt de se lancer dans un combat dans lequel tout le monde perdrait ?

Des têtes plus froides ont ainsi prévalu à Washington, tandis que celles qui étaient plus excitables ont été expédiées là où elles ne pouvaient pas faire de mal. C'est ce qui a maintenu la paix pendant l'affaire U-2, le mur de Berlin et la crise des missiles cubains et ce qui promettait de continuer de la même manière même après l'avènement de « l'unipolarité » américaine dans les années 1989-1992.

Mais cela, c'était à l'époque. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir comment éviter conflit qui ne peut mener qu'à la catastrophe, mais comment éviter un épreuve de force avec un pays qui « au cours des quatre dernières années a annexé la Crimée, est intervenu en Ukraine orientale, a cherché à influencer les élections américaines en 2016, aurait empoisonné un ancien espion russe vivant en Grande-Bretagne et soutenu le gouvernement meurtrier du président Bachar al-Assad en Syrie », pour citer le projet de loi d'inculpation dans un récent article en première page du New York Times.

Étant donné que la liste des atrocités présumées s'allonge d'une semaine à l'autre, la réponse est de plus en plus souvent : impossible, pas moyen. Comme la Russie est déterminée à répandre le conflit et la discorde dans tout l'Occident – ne serait-ce qu'aux yeux des États-Unis – la confrontation devient de plus en plus probable.

Un coup d'État très américain

Ceci malgré le fait que les délits cités par le Times sont chaque fois plus complexes ou douteux que ce que le "journal de référence" est prêt à concéder. L'annexion de la Crimée, par

exemple, a été une réponse à un coup d'État financé par les États-Unis et dirigé par des néonazis à Kiev en février 2014, qui a provoqué l'effondrement de l'État ukrainien et a envoyé des russophones dans l'est, fuyant pour se protéger dans les bras de Moscou. Après avoir investi plus de 5 milliards de dollars pour orienter l'Ukraine dans une direction aussi désastreuse selon la secrétaire d'État adjointe d'alors Victoria Nuland, les États-Unis ont accusé la Russie pour les conséquences. En ce qui concerne les accusations d'ingérence dans les élections de 2016, le Times lui-même a noté en janvier 2017 que l'évaluation officielle de la CIA/FBI/NSA mettant en cause le Kremlin était notablement dépourvue de preuves factuelles. Comme le journal l'a dit :

Le symbole néonazi Wolfsangel sur une bannière en Ukraine.

« Le rapport déclassifié ne contenait aucune information sur la façon dont les agences avaient recueilli leurs données ou en étaient arrivées à leurs conclusions. Il est donc voué à être attaqué par les sceptiques et par les partisans de Trump, qui voient dans ce rapport un effort politique pour contester la légitimité de son élection ».

C'est tout à fait vrai. Mais maintenant, les affirmations sans preuves sont acceptées comme des faits, tandis que quiconque dit le contraire est ignoré ou décrié. Des questions subsistent au sujet de l'empoisonnement de Sergei et Ioulia Skripal le 4 mars, notamment pourquoi un agent neurotoxique supposé ultra-puissant serait sans effet pendant plus de sept heures. (Quelqu'un aurait étalé l'agent neurotoxique sur la porte d'entrée de la maison de Sergei à Salisbury, en Angleterre, que lui et sa fille ont quitté vers neuf heures du matin. Pourtant, ce n'est qu'à 16h15 qu'ils ont été trouvés inconscients sur un banc de parc après s'être rendus dans un pub et avoir mangé dans un restaurant local).

Quant au « gouvernement meurtrier du président Bachar el-Assad », un tel discours serait ridicule si les conséquences n'étaient pas aussi désastreuses. Après tout, ce n'est pas Assad qui a inondé la Syrie de dizaines de milliers de djihadistes qui ont massacré les chrétiens, les Druses, les Alaouites et les laïques. Au contraire, c'était les États-Unis, la Turquie, l'Arabie saoudite et les autres États arabes du Golfe. Comme l'a noté un rapport de la Defense Intelligence Agency [Agence du renseignement de la défense, NdT] maintenant déclassifié en août 2012 :

- « Les Salafistes, les Frères musulmans et l'AQI [c'est-à-dire Al-Qaïda en Irak] sont les principales forces qui mènent l'insurrection » ;
- « L'occident, les pays du Golfe et la Turquie soutiennent l'opposition [rebelle] » ;
- « Si la situation se détériore davantage, il y a la possibilité d'établir une principauté salafiste déclarée ou non déclarée dans l'est de la Syrie » ;
- « ... [C']est exactement ce que les puissances soutenant l'opposition [c'est-à-dire les États-Unis, la Turquie et les États du Golfe] veulent pour isoler le régime syrien, qui est considéré comme la profondeur stratégique de l'expansion chiite... »

Une guerre de religion

En d'autres termes, les États-Unis et leurs alliés arabes sunnites ont lancé une guerre de religion contre le régime syrien soutenu par les Alaouites en sachant pertinemment qu'un État d'al-Qaïda dans l'est de la Syrie pourrait bien en être le résultat. Pourtant, ils reprochent maintenant à Assad de s'être défendu contre l'assaut salafiste et à la Russie de l'avoir aidé. Il s'agit de lancer une guerre de religion néo-médiévale et de crier au scandale quand l'autre partie ose riposter.

On pourrait penser que des têtes plus froides pourraient injecter une note de santé mentale avant que les choses ne deviennent complètement hors de contrôle. Mais le contraire semble être le cas. Plus la température augmente, plus les membres du Congrès, les journalistes, les experts des groupes de réflexion et d'autres personnes sont nombreux à conclure qu'il est avantageux de prendre le train en marche et d'exacerber encore plus les passions. La frénésie pro-guerre mène à toujours plus de frénésie. Plus on a besoin de la raison, plus celle-ci se raréfie.

La raison, c'est la peur. (Illustration par Chesley Bonestell de bombes nucléaires explosant au-dessus de New York, intitulée « Hiroshima U.S.A. ». Colliers, 5 août 1950).

En effet, il semble parfois que la seule personne à moitié saine d'esprit qui reste à Washington est Donald Trump, qui, selon un étrange article paru dans le Washington Post de dimanche, mène un combat désespéré d'arrière-garde contre des néocons désireux de faire monter les tensions à des niveaux toujours plus élevés.

Les journalistes Greg Jaffe, John Hudson et Philip Rucker ont décrit une scène bizarre au centre de villégiature de Trump à Mar-a-Lago, en Floride, le mois dernier, où des assistants n'ont pu persuader le président d'expulser soixante diplomates russes en représailles à l'empoisonnement de Skripal qu'en lui promettant que les alliés en chasseraient autant en Europe. Lorsque la France et l'Allemagne n'ont expulsé que quatre Russes chacun, Trump s'est senti trahi. « Je me fiche du total », aurait-il crié lorsque les assistants ont essayé d'expliquer que le nombre de personnes expulsées par toutes les nations européennes s'approcherait finalement du chiffre américain. « Il y a eu des jurons », a dit un fonctionnaire au Post, « beaucoup de jurons ».

De même, lorsque le Congrès a approuvé une nouvelle série de sanctions anti-russes en juillet, l'article dit qu'il a fallu quatre jours aux assistants pour persuader Trump de signer le projet de loi, même s'il avait obtenu une majorité à l'épreuve du veto, ce qui en a fait un fait accompli virtuel. Le Post a déclaré que la même chose s'est produite lorsque des assistants ont essayé de le convaincre de vendre des missiles antichars à l'Ukraine pour les utiliser contre les séparatistes pro-russes. « Pourquoi est-ce notre problème ? » aurait-il demandé. « Pourquoi ne pas laisser les Européens s'occuper de l'Ukraine ? » Lorsque le directeur de la CIA, Mike Pompeo, l'ambassadeur de l'ONU, Nikki Haley, et le secrétaire à la défense, Jim Mattis, ont ajouté leurs voix au chœur, le président n'a pu que se plaindre : « Je veux juste la paix ».

Tout le monde était d'accord, sauf Trump

Trump : en décalage.

Bien sûr, lorsque Donald Trump est la seule voix de la raison qui reste, nous sommes vraiment dans le pétrin. Les querelles intestines se sont intensifiées encore plus lundi après que Haley a juré d'imposer encore plus de sanctions à la Russie pour le crime de soutien à Assad. « Ils n'ont rien fait d'autre que de brutaliser leur peuple et de détruire leurs terres, tout cela au nom du pouvoir », a-t-elle dit au sujet des Baasistes dans l'émission « Face the Nation » de CBS News. La Russie devrait donc en payer le prix.

Tout le monde était d'accord, les républicains, les démocrates et les grands médias – tout le monde, à l'exception de Trump. Défiant ses geôliers néoconservateurs, il a sapé Haley en déclarant que les sanctions ne seraient pas prises en fin de compte. La porte-parole de la Maison-Blanche, Sarah Huckabee Sanders, a dû affirmer avec courage que « le président a été clair sur le fait qu'il va être dur avec la Russie, mais en même temps, il aimerait toujours avoir de bonnes relations avec elle ».

La chroniqueuse du Times Michelle Goldberg était si sidérée par le volte-face de Trump qu'elle se demandait si les rapports selon lesquels Poutine utilisait un « enregistrement de pipi » secret pour le forcer à s'aligner n'était peut-être pas vrai après tout.

Mais bien sûr, qui d'autre voudrait mettre fin aux hostilités avec la Russie, si ce n'est un fou ou quelqu'un sous la contrainte ? La guerre avec une puissance nucléaire est quelque chose qu'aucune personne saine d'esprit ne veut vraiment éviter, n'est-ce pas ?

La politique étrangère des États-Unis est prisonnière d'une puissante contradiction. Une confrontation militaire avec une autre puissance nucléaire est impensable. Pourtant, il est hors de question de s'arrêter un instant pour réfléchir à la direction que prend toute cette folie. Deux forces s'affrontent, la guerre d'une part et l'incapacité générale de penser les choses d'une manière lucide d'autre part.

C'est comme un troupeau de cerveaux indépendants qui se précipitent vers une falaise – non pas parce que quelqu'un les y oblige, mais parce qu'ils ne savent pas comment s'arrêter.

Daniel Lazare est l'auteur de *The Frozen Republic : How the Constitution Is Paralyzing Democracy* (Harcourt Brace, 1996) et d'autres livres sur la politique américaine. Il a écrit pour une grande variété de publications, allant de *The Nation* au *Monde Diplomatique*, et ses articles sur le Moyen-Orient, le terrorisme, l'Europe de l'Est et d'autres sujets apparaissent régulièrement sur des sites Web tels que *Jacobin* et *The American Conservative*.

Source : Daniel Lazare, Consortium News, 19-04-2018

Traduit par les lecteurs du site [www.les-crisis.fr](http://www.les-crisis.fr). Traduction librement reproductible en intégralité, en citant la source.

Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvons la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici. [Lire plus] Nous ne sommes nullement engagés par les propos que l'auteur aurait pu tenir par ailleurs - et encore moins

par ceux qu'il pourrait tenir dans le futur. Merci cependant de nous signaler par le formulaire de contact toute information concernant l'auteur qui pourrait nuire à sa réputation.